



DECLARATION DE YAOUNDE EN FAVEUR D'UNE APPROPRIATION, D'UN ENDOSEMENT POLITIQUE ET DE L'ADOPTION DE LA STRATEGIE REGIONALE ET DU PLAN D'ACTION POUR LA PREVENTION ET LA REPRESSION DES DISCOURS DE HAINE ET D'INCITATION A LA VIOLENCE



Nous, experts et représentants de l'**Angola**, du **Burundi**, du **Cameroun**, de la **République centrafricaine (RCA)**, du **Congo**, de la **République démocratique du Congo (RDC)**, du **Gabon**, de la **Guinée équatoriale**, du **Rwanda**, de **Sao Tomé et Príncipe**, et du **Tchad**, tous États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) réunis du 5 au 7 juillet 2023 à Yaoundé, capitale de la République du Cameroun, à l'occasion du Forum régional de vulgarisation, d'appropriation et d'endossement politique du Projet de Stratégie régionale et de Plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine dans les supports de communication écrite, audiovisuelle et numérique en Afrique centrale ;

Après avoir examiné ledit projet et reconnu une fois de plus sa pertinence dans le contexte actuel marqué par la recrudescence des discours haineux et des propos incitant à la haine ainsi qu'à la violence dans notre sous-région ;

Après avoir également noté que sa version amendée lors des travaux de Yaoundé répond aux attentes de nos Etats et constitue un outil important permettant de faire face de manière collective à ce phénomène ;

Considérant les recommandations de l'UNSAC y relatives ainsi que la Déclaration de Kintele (Congo) du 16 janvier 2023 sur le Projet de Stratégie régionale et du Plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine, fléau reconnu comme une menace grave aux valeurs démocratiques, à la paix et à la stabilité sociale, en particulier en période électorale ;

Rappelant que le Forum de Yaoundé est le quatrième du genre sur ce sujet, après ceux de Douala (Cameroun) consacré à la sensibilisation et au renforcement des capacités des médias sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale (26 au 29 octobre 2021), de Bangui (République centrafricaine) dédié aux médias en ligne et aux acteurs des réseaux sociaux (26 au 29 avril 2022) et de Kinshasa (République démocratique du Congo/RDC) ayant mobilisé toutes les parties prenantes, y compris des responsables des instances de régulation de la communication et des médias des pays membres de la CEEAC, des acteurs de la société civile, des représentants des confessions religieuses, des délégués des partis politiques, des commis de l'Etat, des hommes et des femmes des médias, des associations de journalistes (21 au 24 juin 2022);

Prenant en compte les orientations politiques et stratégiques développées par le Secrétaire général du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun et le Commissaire aux Affaires politiques, Paix et

Sécurité de la Commission de la CEEAC dans leurs allocutions prononcées lors des cérémonies protocolaires du Forum de Yaoundé ;

Suffisamment édifiés par les clarifications apportées sur certains concepts et points importants du projet de stratégie régionale et du plan d'action par les universitaires et membres de la société civile sollicités pour faciliter nos travaux ;

1. **Réitérons** nos vives félicitations au Cameroun pour le mandat qui lui a été confié par les Etats membres de l'UNSAC lors de la 55<sup>e</sup> session ministérielle tenue le 19 mai 2023 à Sao Tomé avec pour principal objectif d'assurer le suivi des actions devant aboutir à l'endossement politique de la stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale, dont le projet a été adopté le 24 juin 2022 à Kinshasa lors du Forum évoqué plus haut - lequel était spécialement dédié au développement de ladite stratégie ;

2. **Saluons** les initiatives prises, à cet égard, pour l'organisation du Forum de Yaoundé, qui a permis aux Etats non seulement de se familiariser davantage avec ce projet mais aussi et surtout de contribuer à son enrichissement à travers des discussions fécondes ;

3. **Suggérons**, à ce stade, son appropriation par les Etats membres et **encourageons** le Cameroun à poursuivre ses engagements dans ce sens, y compris en diligentant, en liaison avec la Commission de la CEEAC, toutes les étapes devant conduire à son adoption définitive par les instances habilitées de la CEEAC ;

4. **Estimons** que le Forum régional des Ministres de la Communication et de l'Information de l'Afrique centrale proposé par le Ministre centrafricain de la Communication et des Médias lors du Forum de Bangui en avril 2022, et soutenu par les Etats membres de l'UNSAC, reste un des cadres indiqués pour la pré-validation de la Stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine ;

5. **Invitons** la délégation de la République centrafricaine à travailler en synergie avec le Cameroun et la Commission de la CEEAC ainsi que d'autres partenaires clés, y compris l'UNOCA, pour faciliter la tenue dudit Forum, de préférence avant la 56<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC prévue à Kigali en novembre 2023. Dans cette perspective, et compte tenu des enjeux, **jugeons** nécessaire l'envoi d'une mission d'information, d'évaluation et de soutien à Bangui afin de discuter de la question avec les autorités compétentes ;

6. **Exprimons** le vœu que la Commission de la CEEAC, les Nations Unies et toutes les autres organisations concernées soutiennent la mission évoquée ci-dessus et en fassent partie. **Comptons** particulièrement sur l'UNOCA pour coordonner l'appui et la participation de l'ONU, en liaison avec la MINUSCA ;

7. **Prenons** acte avec grande satisfaction de la forte implication de la Commission de la CEEAC dans le succès du Forum de Yaoundé et **demandons** qu'elle continue dans cette voie, au regard de l'importance que les Etats membres accordent à la prévention et à la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale ;

8. **Rappelons** avec insistance que le rôle de la Commission de la CEEAC est crucial dans le soutien dont les Etats membres ont besoin pour faire aboutir ce processus. Dans ce contexte, l'**exhortons** à mutualiser ses efforts avec les autres partenaires bilatéraux et multilatéraux pour mener des actions visant à accélérer le processus d'adoption du projet de stratégie suivant les mécanismes en vigueur mis en relief par la CEEAC lors des travaux de Yaoundé. A cet égard, **saluons** son engagement à en faire une priorité dans l'agenda du Conseil de paix et de sécurité de la CEEAC (COPAX) pour l'année en cours ;

9. **Saisissons** cette occasion pour renouveler la gratitude des Etats membres de l'UNSC à toutes les institutions qui ne cessent d'accompagner le processus en cours, notamment le Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique centrale ; le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH/RDC), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger (OSAPG) ; entre autres. Dans la même logique, nous **félicitons** l'engagement réitéré par les organismes des Nations Unies concernés relayés par le Directeur régional de l'UNESCO dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture de nos travaux.

10. **Lançons** un appel afin que ces institutions maintiennent leurs soutiens au processus, notamment en apportant un appui technique, logistique et financier au Cameroun pour poursuivre son mandat et à la Commission de la CEEAC pour renforcer son assistance aux Etats membres dans le cadre du développement et de la mise en œuvre des activités liées à la prévention et à la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale, conformément au plan d'action intégrée à la stratégie régionale.

*Fait à Yaoundé, le 7 juillet 2023*